

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES



Personne publique (pouvoir adjudicateur/ maître d'ouvrage) :

GCS Hôpital Commun Sud Aveyron

Millau – Saint-Affrique, situé au centre hospitalier de MILLAU

265 boulevard Achille SOUQUES

12101 MILLAU

N° Affaire : 2025gcs-001

CONSTRUCTION D'UN HÔPITAL COMMUN DU SUD AVEYRON MILLAU ST AFFRIQUE

Dossier de Consultation des Entreprises
Lot Unique – Travaux de terrassements et VRD anticipés

Procédure adaptée ouverte avec publicité et avec négociation

SOMMAIRE

Chapitre 1. CHAPITRE PREMIER – GENERALITES	4
Article 1.1. Objet et durée du marché public - dispositions générales-intervenants	4
1.1.1. Objet du marché public	4
1.1.2. Durée du marché	4
1.1.3. Emplacement des travaux	4
1.1.4. Décomposition du marché	4
1.1.4.1. Allotissement	4
1.1.4.2. Tranches	5
1.1.5. Durée et modalités de reconduction	5
1.1.6. Définition des intervenants	5
1.1.6.1. Maître d'ouvrage - Mandataire du maître d'ouvrage - acheteur	5
1.1.6.2. Entrepreneur- Opérateur économique- Titulaire	5
1.1.6.3. Maîtrise d'œuvre	5
1.1.6.4. Conduite d'opération	6
1.1.6.5. Contrôle technique	7
1.1.6.6. Coordination Sécurité Protection de la santé	7
1.1.6.7. Coordination S.S.I.	7
1.1.6.8. Ordonnancement - Pilotage et Coordination	7
Article 1.2. Pièces contractuelles	8
Article 1.3. Notifications et informations	8
Article 1.4. Ordre de service	8
Article 1.5. Modification de la situation du Titulaire	9
Article 1.6. Sous-traitance	9
Article 1.7. Assurances	9
1.7.1. Responsabilité civile professionnelle	9
1.7.2. Responsabilité civile décennale résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 et 2270 du code civil	10
1.7.3. Contenu et présentation des attestations d'assurance Responsabilité civile professionnelle et Responsabilité civile décennale	10
1.7.4. Délai de remise des attestations d'assurance Responsabilité civile professionnelle et Responsabilité civile décennale pendant l'exécution du marché	10
1.7.5. Responsabilité pécuniaire pour les dommages causés aux personnes et aux biens	11
1.7.6. Assurance tous risques chantier	11
1.7.7. Assurance dommages-ouvrage	11
Chapitre 2. Prix et règlement	11
Article 2.1. Répartition des dépenses communes de chantier de bâtiment	11
Article 2.2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et règlement des comptes - Travaux en régie	11
2.2.1. Contenu des prix – Décomposition et sous détail des prix forfaitaires	11
2.2.2. Modalités de règlement des comptes	12
2.2.3. Règlement du prix des prestations supplémentaires ou modificatives	13
Article 2.3. Variation des prix	13
2.3.1. Type et forme de prix	13
2.3.2. Actualisation des prix	13
2.3.3. Index de révision	14
2.3.4. Coefficient final	14
2.3.5. Paiement des cotraitants et des sous-traitants	14
Article 2.4. Modalités de règlement des prestations	14
2.4.1. Conditions générales	14
2.4.2. Avance	14

2.4.3. Paiement des sous-traitants _____	15
Article 2.5. Retenue de garantie _____	15
Chapitre 3. Délais _____	15
Article 3.1. Délais d'exécution des travaux _____	15
Article 3.2. Modifications des prestations en cours d'exécution : clauses de réexamen _____	16
3.2.1. Rectifications relatives aux erreurs et omissions matérielles _____	16
Article 3.3. Pénalités pour retard _____	16
Article 3.4. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux _____	17
Article 3.5. Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution _____	17
Article 3.6. Pénalités pour inobservation d'une obligation concernant la sécurité et la protection de la santé _____	17
Article 3.7. Pénalités diverses _____	17
Chapitre 4. Réalisation des ouvrages _____	18
Article 4.1. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuve des matériaux et produits _____	18
Article 4.2. Préparation, coordination et exécution des travaux _____	18
4.2.1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux _____	18
4.2.2. Plans d'exécution - notes de calcul - études de détail _____	19
Article 4.3. Organisation, hygiène et sécurité des chantiers _____	19
4.3.1. Principes généraux et obligations du Titulaire _____	19
4.3.2. Autorité du coordonnateur SPS _____	19
4.3.3. Moyens donnés au coordonnateur SPS _____	20
4.3.4. Stipulations particulières _____	20
4.3.5. Prévention de sécurité et protection sociale des travailleurs _____	20
4.3.6. Contrôle d'accès _____	20
Article 4.4. Garde du chantier en cas de défaillance d'un entrepreneur _____	21
Article 4.5. Clauses relatives aux Certificats d'Economie d'Energie (CEE) _____	21
Article 4.6. Dispositif de vigilance et d'alerte dans le cadre de la lutte contre le travail dissimulé _____	21
Article 4.7. Obligations en matière de détachement des travailleurs _____	21
Chapitre 5. Réception et Garanties _____	22
Article 5.1. Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux _____	22
Article 5.2. Réception _____	22
Article 5.3. Documents fournis après exécution _____	22
Article 5.4. Réception partielle _____	23
Article 5.5. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrage _____	23
Article 5.6. Délais de garantie _____	23
Article 5.7. Garanties particulières _____	23
Chapitre 6. Résiliation du marché – Interruption des travaux _____	23
Article 6.1. Redressement et liquidation judiciaire _____	23
Chapitre 7. Différends _____	24
Chapitre 8. Dérogation aux documents généraux _____	24

Article 1.1. Objet et durée du marché public - dispositions générales-intervenants

1.1.1. Objet du marché public

L'opération s'inscrit dans la construction de l'hôpital commun du SUD AVEYRON qui associe sur un lieu unique, à SAINT GEORGES DE LUZENCON, les activités MCO des hôpitaux de MILLAU et ST AFFRIQUE.

Le nouvel hôpital accueillera 161 lits et places de médecine – chirurgie – obstétrique, le plateau technique / médico-technique associé (urgences, bloc opératoire, bloc obstétrical, imagerie, soins chauds, plateau de consultations – explorations fonctionnelles, pharmacie, laboratoires, stérilisation...) et les fonctions support (administration, cuisine, magasins généraux, ...). Les fonctions support et médico-techniques pharmacie/laboratoires sont dimensionnées pour la totalité des lits des établissements, compris EHPAD soit au final de l'ordre de 622 lits et places.

Le bâtiment à construire s'inscrit sur un ensemble de parcelles de la ZAC de VERGHONAC de ST GEORGES de LUZENCON, desservi depuis la départementale entre MILLAU et ST AFFRIQUE et bénéficiant d'une vue sur le viaduc de MILLAU proche. Ces parcelles présentent notamment un contexte d'urbanisme dont une hauteur de bâti limitée à 12m : la compacité, l'inscription du bâtiment dans une hauteur limitée (R+2), l'efficacité des liens hospitaliers et le développement de l'ambulatorio seront autant d'enjeux majeurs pour le futur hôpital.

Le pouvoir adjudicateur et maître d'ouvrage est le GCS (Groupement de Coopération Sanitaire) HÔPITAL COMMUN DU SUD AVEYRON – MILLAU – SAINT-AFFRIQUE.

Le marché public régi par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières est un **marché de travaux** ayant pour objet **la réalisation d'une première phase de travaux de terrassements et de VRD préalables** à la construction de l'hôpital commun du sud Aveyron Millau St Affrique

1.1.2. Durée du marché

Le marché prendra effet à la date de l'ordre de service de démarrage suivant la notification du marché jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement (telle que définie à l'article 44 du CCAG applicable aux marchés publics de travaux).

Le marché sera conclu pour la durée de réalisation des prestations objet du marché.

La durée prévisionnelle est de **3 mois** (y compris un mois de préparation) à compter de l'ordre de service de démarrage du marché. La date prévisionnelle de délivrance de l'ordre de service de préparation est le 29 septembre 2025.

1.1.3. Emplacement des travaux

Les travaux prennent place sur les parcelles ZI123 et ZI124 dont la surface totale est d'environ 6.500m² du Lotissement à usage d'activité « Millau Ouest » sur la Commune de Saint Georges-de-Luzençon.

1.1.4. Décomposition du marché

1.1.4.1. Allotissement

Sans objet dans le cadre des travaux de cette première phase.

1.1.4.2. Tranches

Sans objet.

1.1.5. Durée et modalités de reconduction

Sans objet.

1.1.6. Définition des intervenants

Les dispositions suivantes complètent l'article 2 du CCAG Travaux.

1.1.6.1. Maître d'ouvrage - Mandataire du maître d'ouvrage - acheteur

Le « maître d'ouvrage » est l'acheteur pour le compte de qui les travaux sont exécutés.

Il s'agit du **GCS Hôpital Commun Sud Aveyron – Millau – Saint-Affrique**.

1.1.6.2. Entrepreneur- Opérateur économique- Titulaire

L'entrepreneur, ou le groupement en cas d'entrepreneurs groupés, ou les opérateurs économiques, représenté par son mandataire, est désigné sous le terme "le Titulaire".

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG Travaux, la personne physique habilitée à représenter le Titulaire est la personne ayant signé l'acte d'engagement. Dans l'hypothèse où le Titulaire souhaite désigner un ou plusieurs autres représentants, il devra en informer le maître d'ouvrage selon les modalités prévues à l'article 3.4.2 du CCAG Travaux.

1.1.6.3. Maîtrise d'œuvre

Le maître d'œuvre est le groupement **BRUNET SAUNIER & ASSOCIES**.

BRUNET SAUNIER & ASSOCIES 17 rue Dupetit-Thouars 75003 - PARIS Courriel ; architectes@brunet-saunier.com T : 01 44 62 88 00 SIRET : 438 836 298 000 10	Architecte (Mandataire)
TOGNELLA ARCHITECTES Agence secondaire 8 place du Marché aux fleurs 34000 MONTPELLIER Tél : 04 68 65 42 50 Courriel : agence@tognella-architectes.com SIRET : 394 862 353 000 31	Architecte
OTEIS Bâtiment B – 20 chemin de la Cpière 31100 – TOULOUSE Tél : 05 34 61 31 21 Courriel : toulouse@oteis.fr SIRET : 338 329 469 002 78	BET pluridisciplinaire
US&Co 3rue Peyron 38200 - VIENNE Tél. : 04 37 02 17 59 Courriel : secyariat@useco.fr SIRET : 519 722 102 00026	Economiste

ALTO INGENIERIE 27 rue Maurice Flandrin 69003 - LYON Tél. : 04 64 68 1850 Courriel : commercial@alto-ingenierie.fr SIRET : 338 163 318 000 74	Economiste
SIGMA Acoustique 12 avenue Jean Monnet 12000 - RODEZ Courriel : sigma.acoustique@orange.fr SIRET : 518 169 347 000 37	Acoustique
ARWYTEC 69 avenue du Maine 75014 - PARIS Tél : 01 40 24 20 00 Courriel : arwytec@arwytec.fr SIRET : 518 108 386 000 47	BET cuisine
PELAGOS AERO SAS 3 allée chante Cigale 13870 - ROGNONAS Tél : 06 12 04 65 50 Courriel : contact@pelagos-aero.com SIRET : 879 479 095 000 25	Expertise Hélistation
YELKA OLRIC 5 rue Leneveux 75014 – PARIS T : 06 61 45 73 13 Courriel : yelkaorlic@gmail.com SIRET : 453 800 534 000 27	Signalétique

1.1.6.4. Conduite d'opération

Une Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) est confiée au Groupement **MUPY Conseil**

MUPY 86 rue Paul Bert 69003 Lyon Courriel : hc-samsa@mupy.fr Siret : 507 389 161 00054	Programmiste AMO (Mandataire)
Cebatec 270 Avenue des frères Lumière 69730 Genay Siret : 807 655 956 00041	BET fluides et structure
E'nergys 20 rue d'Athènes 75009 Paris Siret : 477 916 487 00120	BET Environnemental

Cabinet Daumin 21 Rue Bonnel 69003 Lyon daumin@cd-cd.fr Siret : 538 422 692 00029	Assistance juridique
KORELL 17 rue Georges Perret 69160 TASSIN-LA-DEMI-LUNE Siret : 352 373 674 00048	Economie de la construction BET VRD
EURO GROUP CONSULTING Immeuble Workstation 25 Quai Du Président Paul Doumer 92400 Courbevoie Siret : 323 912 998 00081	Ingénierie fonctionnelle et financière

1.1.6.5. Contrôle technique

Il s'agit de :

SOCOTEC
Immeuble Mirabeau
5 Places des Frères Montgolfier
78182 Saint-Quentin en Yvelines
Siret : 834 157 513 00922

Missions concernées : L, S (SEI), P1 (LP), PS, F, PH (PHH, PHA), TH, Hand, BRD, PV, Att Access, VRAT, VIELP, VIELT

1.1.6.6. Coordination Sécurité Protection de la santé

Il s'agit de :

BUREAU VERITAS
1 Place Zaha HAdid
92400 Courbevoie
Siret : 790 182 786

1.1.6.7. Coordination S.S.I.

La mission est assurée par la maîtrise d'œuvre.

1.1.6.8. Ordonnancement - Pilotage et Coordination

Il s'agit de :

CRX Sud
193 rue du Faubourg Bonnefoy
31500 Toulouse
Siret : 478 013 071 00020

Article 1.2. Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux, le marché est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous, par ordre de priorité décroissant :

- Acte d'engagement et ses annexes de toute nature (ex : mise au point, actes spéciaux de sous-traitance (DC4) et leurs éventuels actes modificatifs postérieurs à la notification, questions réponses publiées sur le profil acheteur en cours de consultation)
- DQE et BPU
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Travaux (CCAG Travaux) issu de l'arrêté du 30 mars 2021. Ce document, quoique non joint au dossier de consultation, est réputé connu des candidats et consultable sur le site www.legifrance.gouv.fr ;
- L'ensemble des normes françaises et européennes, textes réglementaires et documents techniques unifiés (DTU)
- Le Plan Général de Coordination
- Les relevés des ouvrages et des réseaux existants, notamment les réseaux enterrés
- Les diagnostics et l'état des lieux
- Les plans et autres documents graphiques
- Le calendrier général d'exécution
- Les prix d'unité de la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)
- L'offre technique du candidat, y compris les précisions apportées par les candidats en cours d'analyse des offres, et ses éventuelles annexes.

Article 1.3. Notifications et informations

En complément de l'article 3.1 du CCAG, tous les échanges et notifications effectués dans le cadre de l'exécution du contrat sont réalisés prioritairement :

- via le module de messagerie sécurisée du profil acheteur ou via une plateforme collaborative d'échanges sécurisés convenue entre les parties pour l'exécution du contrat
- par courriel à une adresse générique (et non nominative) du Titulaire garantissant que la réception puisse être réalisée par plusieurs personnes,
- par courriel à l'adresse mentionnée dans l'acte d'engagement
- par courrier remis en main propre contre récépissé
- par courrier postal avec accusé de réception

En cas de notification par courriel, le Titulaire est réputé avoir reçu la notification dans le délai maximum de cinq jours à compter de la date d'envoi du mail par l'expéditeur : l'accusé de réception automatique fourni par le service de messagerie de l'expéditeur suffira à prouver la date d'envoi.

Par dérogation à l'article 3.1.2 du CCAG, concernant la notification effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de cinq jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

Article 1.4. Ordre de service

Les dispositions suivantes complètent l'article 2 du CCAG Travaux : les ordres de service émanant de la maîtrise d'œuvre ont pour objet :

- La mise en œuvre, le contrôle et la direction du marché dans le strict respect des stipulations contractuelles ;
- L'exécution des travaux supplémentaires ou la modification de la nature des travaux induits par des sujétions techniques imprévues (notamment liées à des exigences de sécurité) ou par l'insuffisance des quantités prévues dans le marché unitaire, et en cas de nécessité de réaliser ou de poursuivre ces travaux avant la conclusion d'un avenant. Ces ordres de service à prix provisoires devront faire l'objet d'une autorisation préalable du maître d'ouvrage ;

Par dérogation aux articles 18.1 et 18.2 du CCAG-Travaux

Les ordres de services émanant du maître d'ouvrage constituent des décisions unilatérales notamment pour ordonner :

- Le commencement des travaux, y compris la période de préparation (article 18.1 du CCAG Travaux)
- Les prolongations de délais conformément aux dispositions de l'article 18.2 du CCAG Travaux

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG travaux, lorsque l'entrepreneur estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit au maître d'œuvre avec copie au maître d'ouvrage dans un délai de quinze jours. En absence de réponse dans un délai de quinze jours du Maître d'Œuvre ou du Maître d'ouvrage, le Titulaire est tenu d'exécuter l'ordre de service.

Article 1.5. Modification de la situation du Titulaire

En cas de modification de la situation du Titulaire (statuts, procédures collectives, fusion, rachat ...), ce dernier doit avertir l'acheteur dans un délai maximal de 1 mois à compter de la survenance de l'événement.

En cas de redressement judiciaire et si le Titulaire n'informe pas l'acheteur dans le délai précité, celle-ci, conformément à l'article L. 2141-12 du code de la commande publique, se réserve le droit de résilier le contrat sans mise en demeure préalable.

Article 1.6. Sous-traitance

Le Titulaire s'engage à présenter au maître d'ouvrage les entreprises auxquelles il envisage de confier la réalisation de certaines parties du marché. La déclaration de sous-traitance précise tous les éléments prévus aux articles R. 2193-1 à -22 du code de la commande publique. Le maître d'ouvrage, en cas d'accord, devra alors accepter le sous-traitant proposé et agréer ses conditions de paiement par un acte spécial de sous-traitance qui sera annexé au présent marché.

Le sous-traitant ne pourra pas commencer à exécuter les prestations avant son agrément par le maître d'ouvrage. Conformément à l'art. R2193-4 du CCAG, le silence de l'acheteur gardé pendant vingt-et-un jours à compter de la réception des documents mentionnés à l'article R. 2193-3 vaut également acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Par dérogation à l'article 3.6.1.3 du CCAG travaux, la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant est la personne ayant signé, pour le compte de ce dernier, l'acte spécial de sous-traitance ou l'attestation sur l'honneur indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics. En cas de changement de représentant, le sous-traitant en informera le maître d'ouvrage.

Article 1.7. Assurances

Les dispositions suivantes complètent l'article 8.1 du CCAG Travaux.

1.7.1. Responsabilité civile professionnelle

Le Titulaire (y compris chaque cotraitant en cas de groupements d'entreprises) ainsi que chaque sous-traitant éventuel sont tenus de souscrire une assurance de responsabilité civile correspondant à l'activité objet du marché ou du ou des lots confiés au Titulaire si le marché est alloti.

Cette assurance doit couvrir les dommages matériels, corporels et immatériels consécutifs et non consécutifs causés aux tiers, au maître d'ouvrage et à l'AMO, du fait de l'opération en cours de réalisation ou après la réception.

Ces garanties doivent être compatibles avec l'objet du marché.

1.7.2. Responsabilité civile décennale résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 et 2270 du code civil

L'acheteur, maître d'ouvrage, n'a pas souscrit de C.C.R.D. (Contrat Collectif de Responsabilité Décennale) pour cette opération préalable.

Chaque intervenant à l'acte de construire est tenu de souscrire un contrat d'assurance de responsabilité civile décennale (y compris chaque cotraitant éventuel en cas de groupement d'entreprises).

En cas de groupement solidaire, l'attestation d'assurance de chaque cotraitant doit couvrir l'ensemble des activités correspondant à l'objet du marché.

Le Titulaire et ses cotraitants éventuels font leur affaire de la collecte des attestations d'assurance de leurs sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Cette assurance devra être en cours de validité à la date d'ouverture du chantier quelle que soit la date d'intervention de l'entrepreneur.

1.7.3. Contenu et présentation des attestations d'assurance Responsabilité civile professionnelle et Responsabilité civile décennale

Les attestations d'assurance doivent comporter les mentions minimales suivantes :

Mentions	Assurance responsabilité civile professionnelle	Assurance responsabilité civile décennale
La dénomination sociale et adresse de l'assuré	X	X
Numéro unique d'identification de l'assuré	X	X
Le nom, l'adresse du siège social et les coordonnées complètes de l'assureur et, le cas échéant, de la succursale qui accorde la garantie	X	X
Numéro du contrat	X	X
La date d'établissement de l'attestation	X	X
La période de validité	X	Couvrant la DROC
La nature et les montants de dommages garantis	X	
L'adresse, la nature et le coût de l'opération de construction (y compris honoraires) déclaré par le maître d'ouvrage		X
La ou les activité(s) exercée(s) par l'assuré		X
La date d'ouverture du chantier		X
La nature et le montant de la prestation réalisée par l'assuré		X
La nature des techniques utilisées		X
Le cas échéant, la présence d'un contrat collectif de responsabilité décennale ainsi que le montant de la franchise absolue		X

1.7.4. Délai de remise des attestations d'assurance Responsabilité civile professionnelle et Responsabilité civile décennale pendant l'exécution du marché

En complément de l'art 8.1.3 du CCAG Travaux, à défaut de transmission des attestations d'assurance dans le délai imparti, l'acheteur met le Titulaire en demeure de se conformer à cette obligation dans le délai de 15 jours à compter de la réception de la mise en demeure.

Si le Titulaire ne satisfait pas à la mise en demeure, il encourt une pénalité égale à 1/3.000^e du montant hors taxes du marché ou de la tranche concernée, éventuellement modifié par avenant. Cette pénalité s'applique

pour chaque jour calendaire de retard.

1.7.5. Responsabilité pécuniaire pour les dommages causés aux personnes et aux biens

Par dérogation à l'article 35 du CCAG Travaux, l'entrepreneur a, à l'égard du maître d'ouvrage, la responsabilité pécuniaire des dommages aux personnes, et aux biens causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution. Les biens concernés sont les biens appartenant à des tiers ainsi que les biens appartenant au maître d'ouvrage ou mis à sa disposition qu'il s'agisse de biens avoisinants ou de biens dits existants sur lesquels l'entrepreneur intervient. L'entrepreneur est exonéré de cette responsabilité s'il établit que la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution résultent nécessairement de stipulations du marché ou de prescriptions d'ordre de service, ou si le maître d'ouvrage, poursuivi par le tiers victime de tels dommages, a été condamné sans avoir appelé l'entrepreneur en garantie devant la juridiction saisie ou sans avoir exercé à son encontre une action récursoire.

Les stipulations de l'alinéa précédent ne font pas obstacle à l'application des dispositions de l'article 34 du CCAG Travaux.

La réception des travaux de l'entreprise prononcée, avec ou sans réserve, ne fait pas obstacle aux stipulations du premier alinéa du présent article.

1.7.6. Assurance tous risques chantier

Le maître d'ouvrage a prévu de souscrire une police tous risques chantier.

1.7.7. Assurance dommages-ouvrage

Le maître d'ouvrage a prévu de souscrire une police dommages-ouvrage.

Chapitre 2. Prix et règlement

Article 2.1. Répartition des dépenses communes de chantier de bâtiment

Sans objet dans le cadre de la présente phase de travaux préalables.

Article 2.2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et règlement des comptes - Travaux en régie

2.2.1. Contenu des prix – Décomposition et sous détail des prix forfaitaires

Le client identifié à la TVA française est actuellement redevable de la TVA française pour les opérations (livraison de biens et prestation de services) taxables en France accomplies par le fournisseur ou prestataire établi à l'étranger (UE ou pays tiers).

Par dérogation à l'article 9.3.2 du CCAG Travaux, les prix forfaitaires font l'objet d'une décomposition du prix global et forfaitaire détaillant, pour chaque nature d'ouvrage ou chaque élément d'ouvrage, les quantités à exécuter et les prix de chaque unité d'ouvrage correspondants.

Il est rappelé que seuls les prix de chaque unité ont un caractère contractuel pour l'établissement des travaux modificatifs.

Il est également rappelé que les quantités proposées par le Maître d'œuvre au travers des cadres de DPGF fournis dans le cadre de la consultation ne revêtent aucun caractère contractuel : il appartient à l'Entrepreneur de remplir ce document avec les quantités et les PU attendus pour chaque articles et s'il le juge utile, de compléter

l'énumération des prestations objet de son périmètre d'intervention afin de prévoir l'ensemble des travaux lui incombant. Les prestations devront inclure toutes les sujétions et plus-values nécessaires à l'achèvement complet des ouvrages conformément aux règles de l'art.

2.2.2. Modalités de règlement des comptes

Les demandes de paiement sont impérativement transmises par voie électronique via le portail Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>) au maître d'œuvre et à l'AMO par voie électronique, dans les conditions de l'article 12 du CCAG Travaux. Remises sous forme dématérialisée et établies sur papier en-tête du Titulaire, elles doivent comporter, outre les mentions sociales d'usage, les informations suivantes :

- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture
- Le code service indiqué sur la page de garde de l'acte d'engagement
- Le numéro d'engagement qui vous sera transmis par le gestionnaire en charge du dossier
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture
- La date d'exécution des travaux
- Le numéro de compte bancaire ou postal à créditer
- Le numéro du marché
- Le numéro d'opération
- La quantité et la désignation travaux et des prestations réalisés (*décomposition identique au DQE ou DPGF*)
- Les prix unitaires HT des travaux
- Le montant hors TVA : Si le fournisseur ou le prestataire est étranger (Titulaire, cotraitant en cas de groupement, sous-traitant, il a l'obligation de présenter ses factures en Hors Taxes et d'y mentionner que « *la TVA est due par le client identifié à la TVA en France en application de l'article 21-1-a de la 6e Directive ou l'article 283-1 du Code Général des Impôts* » ;
- Le montant TTC
- La date d'émission de la facture
- Les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC (à l'exclusion du cas de l'auto-liquidation) ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies HT et TTC.

Par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG Travaux, le Titulaire transmet son **projet de décompte final**, simultanément au maître d'œuvre, au représentant du maître d'ouvrage et à l'AMO, par tout moyen permettant de donner une date certaine, dans le délai de trente jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux telle qu'elle est prévue à l'article 41.3 du CCAG Travaux, ou en l'absence d'une telle notification, à la fin de l'un des délais de trente jours fixées aux articles 41.1.3 et 41.3 du CCAG Travaux.

Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG Travaux, le **projet de décompte général** est signé par le représentant du maître d'ouvrage et devient alors le décompte général.

Le représentant du maître d'ouvrage notifie au Titulaire le **décompte général** à la plus tardive des deux dates ci-après :

- Trente jours à compter de la réception par le maître d'œuvre de la demande de paiement finale transmise par le Titulaire
- Trente jours à compter de la réception par le représentant du maître d'ouvrage de la demande de paiement finale transmise par le Titulaire

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG Travaux, si le représentant du maître d'ouvrage ne notifie pas au Titulaire le décompte général dans les délais stipulés à l'article 12.4.2, le Titulaire notifie au représentant du maître d'ouvrage, avec copies au maître d'œuvre et AMO, un projet de décompte général signé, composé :

- Du projet de décompte final tel que transmis en application de l'article 12.3.1
- D'état du solde hors révision de prix définitive, établi à partir du projet de décompte final et du dernier projet de décompte mensuel, faisant ressortir les éléments définis à l'article 12.2.1 pour les acomptes mensuels
- De récapitulation des acomptes mensuels et du solde hors révision de prix définitive

Dans un délai de vingt jours à compter de la réception de ces documents, le représentant du maître d'ouvrage notifie le décompte général au Titulaire. Le décompte général et définitif est alors établi dans les conditions fixées à l'article 12.4.3 du CCAG Travaux.

Si, dans ce délai de vingt jours, le représentant du maître d'ouvrage n'a pas notifié au Titulaire le décompte général, le projet de décompte général transmis par le Titulaire devient le décompte général et définitif. Le délai de paiement du solde, hors révisions de prix définitives, court à compter du lendemain de l'expiration de ce délai.

Le décompte général et définitif lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne les montants des révisions de prix et des intérêts moratoires afférents au solde.

2.2.3. Règlement du prix des prestations supplémentaires ou modificatives

Les dispositions suivantes complètent l'article 13 du CCAG Travaux.

En cas de commande supplémentaire, les prix unitaires indiqués dans les DPGF, DQE et BPU peuvent être utilisés pour rémunérer ces prestations. Les autres éléments de la décomposition ne sont pas contractuels. Si les prestations nouvelles ne figurent pas dans ces documents, la procédure des prix nouveaux et, éventuellement, des prix provisoires sera appliquée.

Article 2.3. Variation des prix

2.3.1. Type et forme de prix

Type de prix	<i>Forfaitaire</i>
Forme de prix	<i>Prix non révisables</i>

Compte-tenu de la faible durée prévisionnelle d'exécution du marché, les prix ne seront pas révisables.

Dans l'hypothèse où le marché serait notifié au-delà de 4 mois après la remise de l'offre finale, les prix seront actualisés une fois à la date de notification.

Le mois M0 renseigné en page de garde de l'acte d'engagement est celui correspondant à la date de remise de l'offre par le Titulaire, ou de la date de remise de l'offre finale en cas de négociation.

2.3.2. Actualisation des prix

L'actualisation est effectuée par application du coefficient Cr tel que :

$$Cr = [K + ((1-K) \times \frac{Im}{Im_0})] / Im_0$$

avec:

K = 0,15

Im : valeur de l'indice au mois de notification du marché.

Im₀ : indice du mois Mo.

Le coefficient Cr est arrondi à la troisième décimale supérieure.

2.3.3. Index de révision

L'indice de prix de référence pour les travaux préalables sera le TP01

2.3.4. Coefficient final

Le coefficient final résultant des calculs relatifs aux actualisations ou aux révisions s'applique avec arrondi au millième supérieur.

Remarque : dans le cas où un indice ne serait plus publié par les services éditeurs de statistiques (INSEE) pendant la durée du marché mais qu'un indice de substitution serait mis en place, le maître d'ouvrage actera ce changement par décision. Dans l'hypothèse où l'indice supprimé ne serait pas remplacé par un nouvel indice, l'acheteur choisira de nouveaux indices et/ou index par avenant.

2.3.5. Paiement des cotraitants et des sous-traitants

En complément de l'article 10.7.2 CCAG Travaux, Les documents particuliers du marché peuvent prévoir, en cas de groupement conjoint, que le paiement est effectué sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Article 2.4. Modalités de règlement des prestations

2.4.1. Conditions générales

Les règlements sont effectués dans les conditions prévues par le code de la commande publique.

Le délai maximum de paiement est de **30 jours**.

En cas de dépassement de délai, le Titulaire bénéficie du versement d'intérêts moratoires (au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points) ainsi que d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

En cas de groupement, les factures doivent être visées au préalable par le mandataire.

Le délai de paiement est suspendu :

- Si la facture fait l'objet d'un rejet de la part du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage.
- En cas de changement dans l'identification de l'entreprise Titulaire (raison sociale, coordonnées bancaires, etc.) tant que les pièces justificatives correspondantes n'auront pas été transmises.

2.4.2. Avance

Par dérogation à l'article 10.1 du CCAG Travaux, les dispositions suivantes s'appliquent.

Une avance d'un montant égal à 5 % (10% si le Titulaire est une TPE-PME) du montant du marché est accordée dans les conditions des articles R. 2191-3 à R.2191-12 du code de la commande publique pour les marchés/bons de commande/tranche dont le montant est supérieur à 50 000 € HT et dont le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au Titulaire, par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes, de règlement partiel définitif ou de solde.

Ce remboursement s'impute :

- Pour les avances inférieures ou égales à 15 % du montant toutes taxes comprises du marché, sur les sommes dues au Titulaire quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché
- Pour les avances supérieures à 15 % mais inférieures ou égales à 25 % du montant toutes taxes comprises du marché, sur les sommes dues au Titulaire quand le montant des prestations exécutées atteint 50 % du montant toutes taxes comprises du marché
- Pour les avances supérieures à 25 % du montant toutes taxes comprises du marché, sur les sommes dues au Titulaire dès la première demande de paiement

Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises du marché.

Dans tous les cas, le Titulaire peut refuser le versement de l'avance (voir acte d'engagement).

Le Titulaire qui souhaite le versement de l'avance doit préalablement constituer et transmettre à l'acheteur une garantie à première demande d'un montant égal à l'avance consentie, dès que le montant de cette avance est supérieur ou égal à 50 000 €.

2.4.3. Paiement des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'acheteur au Titulaire du marché par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date, ou la dépose auprès du Titulaire contre récépissé.

Lorsque le sous-traitant dispose de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé par le Titulaire, le sous-traitant adresse sa demande de paiement simultanément au maître d'œuvre, au représentant du maître d'ouvrage et à l'AMO accompagnée de cette preuve, du récépissé ou de l'avis postal.

Le Titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de paiement pour donner son accord ou son refus. Il en informe le sous-traitant ainsi que le maître d'œuvre et simultanément le représentant du maître d'ouvrage. Le silence du Titulaire vaut acceptation de la demande de paiement.

Le paiement est effectué dans un délai de 30 jours à compter de la réception par le maître d'œuvre et le représentant du maître d'ouvrage de l'accord du Titulaire sur le paiement demandé par le sous-traitant ou à compter de l'extinction du délai de 15 jours susmentionné.

Article 2.5. Retenue de garantie

Les dispositions suivantes complètent l'article 42.5 du CCAG Travaux.

Le Titulaire est débiteur de la retenue de garantie objet des articles R. 2191-32 à 34 du CCP.

Cette retenue de garantie peut être remplacée que par une garantie à première demande au sens des articles R. 2191-36 à 41 du CCP.

Chapitre 3. Délais

Article 3.1. Délais d'exécution des travaux

Les dispositions suivantes complètent l'article 18 du CCAG Travaux.

Les délais contractuels sont fixés dans l'acte d'engagement ou, à défaut, dans un document contractuel.

Le délai contractuel comprend :

- la période de préparation du chantier définie à l'article 28.1 du CCAG Travaux
- les délais d'exécution des travaux, éventuellement fractionnés en tranches, et des opérations de nettoyage de fin de chantier
- le repliement des installations de chantier ainsi que la remise en état de l'environnement immédiat des ouvrages

Par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG Travaux :

- Le délai d'exécution du marché part de la date fixée dans l'ordre de service du maître d'ouvrage de commencer l'exécution du marché. La fin de la période de préparation vaut démarrage des travaux.

- En dehors des cas de marchés à tranches optionnelles, le Titulaire ne peut se prévaloir d'aucun préjudice si la date, fixée par ordre de service, pour le démarrage des travaux (y compris période de préparation) n'est pas postérieure de plus de 6 mois à celle de la notification du marché.

Ces délais sont comptabilisés hors jours d'intempéries.

En cas de délais contractuels partiels, toutes les stipulations contractuelles relatives aux délais globaux, notamment les pénalités provisoires ou pénalités pour retards, s'appliquent à ces délais.

Si le marché fixe, au lieu d'un délai d'exécution, une date limite pour l'achèvement des travaux, cette date n'a de valeur contractuelle que si le marché fixe en même temps une date normalement prévisible pour le commencement des travaux.

Pour les opérations traitées par marchés séparés, les stipulations suivantes s'appliquent :

- Les Titulaires de chaque marché sont tenus par les délais globaux faisant l'objet du calendrier général prévisionnel
- Dès notification des marchés, le maître d'œuvre ou le prestataire chargé de l'ordonnancement, du pilotage et de la coordination des travaux, diligente, en concertation avec les entrepreneurs, la transformation du calendrier général en calendrier détaillé
- Dès que ce calendrier détaillé est mis au point, il est notifié à chaque Titulaire d'un marché, par décision du maître d'ouvrage
- Le calendrier détaillé peut prévoir des délais partiels contractuels pour chaque marché

Définition des intempéries :

Sans objet.

Prolongation du délai d'exécution dans le cas d'intempéries :

Se référer à l'Article 1.4 du présent CCAP.

Article 3.2. Modifications des prestations en cours d'exécution : clauses de réexamen

L'acheteur peut, en cours d'exécution, apporter des modifications au contrat, conformément aux articles R.2194-1 à -10 du code de la commande publique.

Une prolongation de délai pourra intervenir dans les conditions des articles 18.2 du CCAG Travaux et Article 1.4 du présent CCAP.

3.2.1. Rectifications relatives aux erreurs et omissions matérielles

L'erreur ou omission matérielle désigne l'inexactitude dans la rédaction d'une pièce et qui appelle une **simple rectification** à partir des données évidentes pour les co-contractants.

La rectification d'une erreur ou omission matérielle concernant une pièce contractuelle fera l'objet d'une décision unilatérale (OS, certificat administratif) du maître d'ouvrage.

Article 3.3. Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG Travaux, en cas de non-respect d'un délai contractuel global ou partiel, il est appliqué une pénalité provisoire égale à 1/1000^{ème} du montant initial du marché ou de la tranche concernée en cas de marché fractionné, évalué en prix de base, par jour de calendrier de retard. Cette pénalité provisoire s'applique par précompte sur le prochain acompte demandé par le Titulaire au fur et à mesure où les retards se produisent.

Les pénalités provisoires sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre ou l'OPC.

Ces pénalités provisoires peuvent être transformées en pénalités lors de l'élaboration du décompte général. Le montant définitif de ces pénalités est fonction du retard réel constaté lors de l'achèvement des travaux.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux, il n'y aura pas d'exonération de pénalités, quel que soit le montant.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG Travaux, il n'est pas fixé de plafond au montant total des pénalités de retard au-delà duquel elles ne peuvent être appliquées.

Article 3.4. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Les dispositions suivantes complètent l'article 37.3 du CCAG Travaux.

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais de l'entrepreneur, après mise en demeure, sans préjudice d'une pénalité par jour de retard égale à 500 euros.

Article 3.5. Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution

Les dispositions suivantes complètent l'article 19.3 du CCAG Travaux.

En cas de retard dans la remise du dossier des ouvrages exécutés (DOE), des documents cités à l'article 40 du CCAG Travaux et autres documents conformes à l'exécution, le maître d'ouvrage pourra appliquer une retenue provisoire par absence constatée de 500 euros par jour de retard.

La retenue provisoire sera prélevée sur le dernier acompte et remboursée dès que les documents manquants sont fournis.

Article 3.6. Pénalités pour inobservation d'une obligation concernant la sécurité et la protection de la santé

En complément de l'article 19 du CCAG Travaux, il sera appliqué au Titulaire sur simple constatation du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre ou du coordonnateur SPS, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 500 euros pour chaque infraction constatée.

Article 3.7. Pénalités diverses

En complément de l'article 19 du CCAG Travaux, il sera appliqué Titulaire sur simple constatation du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, de l'OPC ou du coordonnateur SPS, sans mise en demeure préalable, les pénalités ci-après pour chaque infraction constatée.

Type de pénalité	Montant de la pénalité
Pénalités en cas d'absence aux réunions de chantier	500 euros
Présence de déchets dans une benne non appropriée	1 000 euros /infraction
Dépôt sauvage ou enfouissement de déchets	1 000 euros /infraction

Non-respect des exigences environnementales	1 000 euros /infraction
Non-respect des obligations de nettoyage des véhicules ou voiries	500 euros /infraction
Non-respect des plans de circulation et d’emprise de chantier	500 euros /infraction
Matériel non conforme aux exigences acoustiques	500 euros /infraction
Non-respect du nettoyage de chantier	500 euros /infraction
Non production des documents de suivi de la qualité environnementale du chantier	1000 euros /document

Chapitre 4. Réalisation des ouvrages

Article 4.1. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuve des matériaux et produits

Par dérogation à l’article 24.7 du CCAG Travaux, les vérifications effectuées par un laboratoire ou organisme de contrôle sont faites à la diligence et à la charge du Titulaire.

Les essais et épreuves qui ne sont pas prévus au marché sont à la charge du Titulaire s’ils ne sont pas satisfaisants et à la charge du maître d’ouvrage s’ils sont satisfaisants.

Article 4.2. Préparation, coordination et exécution des travaux

4.2.1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Par dérogation à l’article 28.1 du CCAG Travaux, il est fixé une période de préparation de **1 mois** qui débute avec le délai d'exécution. La durée de la période de préparation peut être prolongée par décision sauf si la raison du retard éventuel est imputable au Titulaire ; la décision prolonge le délai d’exécution du marché de la même durée.

La tenue d’un registre de chantier est imposée.

Les dispositions suivantes complètent l’article 3.9 du CCAG Travaux.

Le Titulaire ou son représentant est tenu de participer aux réunions de travail auxquelles il est convié par le maître d’œuvre ou l’OPC qui en fixe les dates, heures et lieu. Il est, le cas échéant, accompagné de ses sous-traitants.

Si ces réunions doivent être périodiques, leur périodicité est arrêtée par le maître d’œuvre lors de la phase de préparation du chantier.

Ces réunions de travail font l'objet d'un compte-rendu établi et diffusé par le maître d'œuvre et/ou par l’OPC.

Le Titulaire est censé avoir accepté la teneur de ces comptes rendus s'il n'a pas émis de réserves écrites dans les cinq jours de la date de réception du compte-rendu concerné.

En tout état de cause, le contenu d'un compte-rendu, quel que soit son auteur, ne saurait modifier une disposition contractuelle. Il ne préjuge pas de l'existence d'un droit.

En cas d'entrepreneurs groupés, l'obligation définie aux alinéas qui précèdent s'applique au mandataire et à chacun des autres cotraitants.

4.2.2. Plans d'exécution - notes de calcul - études de détail

L'établissement des études d'exécution totales ou partielles des ouvrages est à la charge du Titulaire.

Elles seront soumises au maître d'œuvre et au contrôleur technique pour visa avant tout début d'exécution.

Article 4.3. Organisation, hygiène et sécurité des chantiers

4.3.1. Principes généraux et obligations du Titulaire

Les chantiers nécessaires à l'exécution des prestations objet du marché sont soumis aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et à ses textes d'application.

L'opération est classée en catégorie : 1

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au Titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de « coordonnateur SPS ».

Le Titulaire informe le coordonnateur SPS :

- de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet,
- de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement. Le Titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisés en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le Titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage. A la demande du coordonnateur SPS, le Titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre-journal ; à cet effet, il désigne un interlocuteur sécurité habilité à viser le registre-journal. Le Titulaire s'engage à établir un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS. Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (cotraitants et sous-traitants) pour les opérations de catégories 1 et 2. Les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la santé doivent être remis au coordonnateur SPS dans un délai de trente jours à compter du début de la période de préparation.

Pour les opérations de catégorie 1, et dans les cinq jours qui suivent la notification de la décision de constitution du collège, le Titulaire doit fournir les noms de ses représentants au sein du Comité Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail.

Le Titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

Le Titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants.

4.3.2. Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

4.3.3. Moyens donnés au coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

Le Titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Le PPSPS (opérations de catégorie 1 ou 2) ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier (personnel, sous-traitants et fournisseurs) ;
- Dans les cinq jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des fournisseurs et des sous-traitants, quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- La copie des déclarations d'accidents du travail.

4.3.4. Stipulations particulières

Le chantier est soumis à la mise en place d'un Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS).

Le chantier est soumis à un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS).

4.3.5. Prévention de sécurité et protection sociale des travailleurs

L'acheteur en tant que maître d'ouvrage a l'obligation d'assurer la sécurité des travailleurs sur les chantiers conformément à l'article L. 4532-2 du Code du travail et d'exercer son obligation de prévention et de vigilance. Cette obligation du maître d'ouvrage s'ajoute à celle de l'employeur qui doit garantir la sécurité des travailleurs conformément à l'article L.4121-2 du Code du Travail en prenant les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs.

Le respect de ces obligations implique que les personnels, quelle que soit leur nationalité et quelle que soit la taille du chantier, faute de maîtrise suffisante de la langue française, recourent à un interprète qualifié dans les langues concernées sur demande du coordonnateur en matière de sécurité et protection de la santé, du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage, pour :

- comprendre la réglementation sociale en application du Code du Travail,
- comprendre les échanges et les directives de la direction technique des travaux, et notamment en cas d'identification, par le coordonnateur en matière de sécurité et protection de la santé, le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage, de tâches présentant d'un risque particulier pour la sécurité des personnes et des biens, en particulier en cas de coactivité. A cette fin, les personnels affectés à l'exécution de ces tâches, et quelle que soit leur nationalité, pourront recevoir, faute de maîtrise suffisante de la langue française, une formation spécifique avec l'intervention d'un interprète qualifié dans les langues concernées.

Afin de répondre à ces objectifs d'intérêt général, le Titulaire est tenu de recourir, à ses frais, à un interprète qualifié dans les langues concernées.

4.3.6. Contrôle d'accès

En complément de l'article 31.5.1 du CCAG Travaux, Le Maître d'Ouvrage impose, à l'intérieur du chantier, le port visible par tout intervenant de sa carte d'identification professionnelle (CIP) ou de l'attestation provisoire valant CIP.

Le site www.cartebtp.fr précise les modalités d'obtention de la CIP. Son obtention relève de la responsabilité du Titulaire qui ne pourra se prévaloir de difficultés potentielles rencontrées dans sa démarche pour justifier un quelconque retard dans son intervention. Lors de la première constatation d'une infraction (absence de port de la CIP), et après notification au Titulaire, celui-ci pourra encourir une pénalité égale à 100 euros par jour calendaire et par personne en infraction.

En cas d'inexistence de CIP, l'acheteur adresse une mise en demeure au Titulaire et informe l'inspection du travail de la DIRECCTE (direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi) qui sera chargée d'appliquer les sanctions éventuelles.

Article 4.4. Garde du chantier en cas de défaillance d'un entrepreneur

Se référer au CCAG Travaux.

Article 4.5. Clauses relatives aux Certificats d'Economie d'Energie (CEE)

Conditions techniques d'attribution des CEE : le Titulaire devra s'assurer de la conformité technique des matériaux et/ou équipements mis en œuvre (nature et performance) aux conditions d'éligibilité aux CEE.

Les CEE sont la propriété de l'acheteur. Le Titulaire réalisant les travaux s'engage à ne pas transmettre à des tiers la copie des factures relatives aux travaux réalisés.

Une attestation type de fin de travaux sera remise par le maître d'œuvre au Titulaire, qu'il lui faudra signer et renvoyer à la réception des travaux, accompagnée des pièces justificatives.

Article 4.6. Dispositif de vigilance et d'alerte dans le cadre de la lutte contre le travail dissimulé

Dans le cadre du dispositif d'alerte prévu à l'article L.8222-6 du code du travail, si l'acheteur est informée par un agent de contrôle ou un syndicat de salariés, un syndicat ou une association professionnelle d'employeurs ou une institution représentative du personnel que le Titulaire ou un sous-traitant direct ou indirect est en situation irrégulière au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5., l'acheteur adressera alors une mise en demeure au Titulaire du marché par lettre recommandée avec accusé de réception, lui enjoignant de faire cesser cette situation et d'en apporter la preuve.

Conformément à l'article L.8222-6 du code du travail, l'entreprise ainsi mise en demeure apportera à l'acheteur dans un délai de deux mois la preuve qu'elle a mis fin à la situation délictuelle. A défaut le contrat pourra être résilié aux frais et risques du Titulaire.

En application de l'article L.8222-1 du code du travail, pour tout contrat supérieur à 5 000 euros HT, le Titulaire transmet, tous les six mois à compter de la date de notification du marché, à l'acheteur les pièces prévues à l'article D.8222-5 du code du travail.

Article 4.7. Obligations en matière de détachement des travailleurs

En application de l'article L.1262-4-1 du code du travail, avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, le Titulaire remettra à l'acheteur, sans qu'elle lui en fasse la demande expresse, les deux documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi ;
- Une copie du document désignant son représentant sur le territoire national

Le Titulaire s'engage également à imposer cette obligation à ses sous-traitants qui devront lui remettre les pièces indiquées ci-dessus.

Chapitre 5. Réception et Garanties

Article 5.1. Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux

Se référer au CCTP et au CCAG Travaux.

Article 5.2. Réception

En complément à l'article 41.1 du CCAG Travaux, dans le cas où le Titulaire n'avise pas le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre, par écrit, de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés ou le seront, le maître d'œuvre procède, le Titulaire ayant été convoqué, aux opérations préalables à la réception des ouvrages.

Les opérations préalables à la réception sont effectuées lorsque les travaux de tous les lots de l'ouvrage sont achevés.

Par dérogation à l'article 41.1.2 du CCAG Travaux, dans le cas où le maître d'œuvre n'a pas arrêté la date de ces opérations dans le délai fixé, le Titulaire en informe le représentant du maître d'ouvrage (copie à l'AMO) par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Celui-ci fixe la date des opérations préalables à la réception, au plus tard, **dans le mois** qui suit la réception de la lettre adressée par le Titulaire, et la notifie au Titulaire et au maître d'œuvre ;

Par dérogation à l'article 41.1.3 du CCAG Travaux, à défaut de la fixation de cette date par le représentant du maître d'ouvrage, la réception des travaux est réputée acquise à l'expiration **du délai d'un mois susmentionné**.

Les dispositions suivantes complètent l'article 41.3 du CCAG Travaux, la date retenue par le maître d'ouvrage pour prononcer la réception est unique pour tous les lots de l'ouvrage objet de la réception.

L'intégralité des risques découlant de la garde des ouvrages jusqu'à la date d'effet de la réception est assumée par :

- Le Titulaire en cas de marché unique ou de groupement solidaire
- Le mandataire en cas de groupement conjoint
- Solidairement, l'ensemble des entrepreneurs en cas de marchés séparés

Toutefois, s'il est fait application des dispositions de l'article 41.5 du CCAG Travaux, la date du procès-verbal constatant l'exécution des travaux visés à cet article est substituée à la date de notification de la décision de réception des travaux comme point de départ des délais ci-dessus.

S'il est fait application des dispositions de l'article 41.6 du CCAG Travaux, la date de notification de la décision de lever les réserves est la date retenue comme point de départ des délais ci-dessus.

Par dérogation à l'article 41.6 du CCAG Travaux, lorsque la réception est assortie de réserves, le Titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par le représentant du maître d'ouvrage ou en l'absence d'un tel délai, **dans d'un mois suivant la notification de la réception avec réserves**.

Article 5.3. Documents fournis après exécution

Les documents sont fournis en trois exemplaires, dont un sur support en permettant la reproduction, sauf pour les documents photographiques. Ils sont fournis sous forme électronique au format DWG et PDF conformément au descriptif du CCTP.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG Travaux, l'ensemble des dossiers des ouvrages exécutés sont remis au plus tard dans un délai de 15 jours. Le défaut de remise, dans les délais, des documents fournis après exécution, entraîne l'application d'une retenue prévue à l'Article 3.3 du présent CCAP.

Article 5.4. Réception partielle

Les dispositions suivantes complètent l'article 42 du CCAG Travaux.

Les travaux livrés par « phase » feront l'objet d'une réception partielle au sens de l'article 42 du CCAG Travaux.

Par dérogation à l'article 42.2 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'effectuer une prise de possession partielle si cela s'avère nécessaire en cours de chantier. Cette prise de possession partielle sera faite par une réception partielle ou par un état des lieux contradictoires.

Article 5.5. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrage

Par dérogation à l'article 43.3 du CCAG Travaux, sous réserve des conséquences des malfaçons qui lui sont imputables, le Titulaire reste responsable de la garde des ouvrages ou parties d'ouvrages pendant toute la durée où ils sont mis à la disposition du maître d'ouvrage.

Article 5.6. Délais de garantie

Par dérogation à l'article 44.2 du CCAG Travaux, si à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement, le Titulaire n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations énoncés à l'article 44.1 du CCAG Travaux ainsi qu'à l'exécution de ceux qui sont exigés, le cas échéant, en application de l'article 39 du CCAG Travaux, le délai de garantie est automatiquement prolongé jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations, que celle-ci soit assurée par le Titulaire ou qu'elle le soit d'office conformément aux stipulations de l'article 41.6 du CCAG Travaux. Dans ce cas, les sûretés éventuellement constituées ne sont pas libérées.

Article 5.7. Garanties particulières

Sans objet.

Chapitre 6. Résiliation du marché – Interruption des travaux

Les dispositions du chapitre 7 du CCAG Travaux s'appliquent en ce qui concerne la résiliation.

Article 6.1. Redressement et liquidation judiciaire

Les dispositions suivantes complètent l'article 50.1.2 du CCAG Travaux.

En cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire, le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement, par le Titulaire ou son représentant, au maître d'ouvrage/maître d'ouvrage mandaté. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution et le paiement du marché.

En cas de redressement judiciaire, le maître d'ouvrage /maître d'ouvrage mandaté adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

Cette mise en demeure est adressée au Titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si le juge-commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article 37 de la loi du 25 janvier 1985 et conformément à l'article L627-2 du code de commerce.

En cas de réponse négative, ou en l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci, si, avant l'expiration dudit délai, le juge-commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de la réception de la décision de l'administrateur ou du Titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le Titulaire, à aucune indemnité.

La résiliation est notifiée à l'administrateur ou au Titulaire par le Maître d'Ouvrage.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise.

Dans cette hypothèse, l'autorité compétente pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier, le cas échéant, le marché sans indemnité pour le Titulaire selon la réponse que le liquidateur aura faite à l'autorité compétente sur la mise en demeure précitée de se prononcer sur la poursuite de l'exécution du marché.

Dans tous les cas de résiliation, l'autorité compétente demande au juge-commissaire d'en prendre acte.

Chapitre 7. Différends

Par dérogation à l'article 55.3 du CCAG Travaux, si l'entrepreneur n'accepte pas la décision qui lui a été notifiée, celui-ci peut saisir le tribunal administratif compétent, uniquement par voie de recours formé contre une décision, et ce dans les deux mois à partir de la notification de la décision attaquée.

Les dispositions suivantes complètent l'article 50.3 du CCAG Travaux. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration, sur une demande préalablement formée devant elle.

Les requêtes et les mémoires doivent, à peine d'irrecevabilité, être présentés soit par un avocat, soit par un avocat au Conseil d'Etat, lorsque les conclusions de la demande tendent au paiement d'une somme d'argent, à la décharge ou à la réduction de sommes dont le paiement est réclamé au requérant ou à la solution d'un litige né de l'exécution d'un contrat.

Par dérogation à l'article 55.2 du CCAG Travaux, le délai de recours de deux mois susvisé, est suspendu en cas de saisine du comité consultatif de règlement amiable.

La procédure de règlement amiable des différends ou litiges qui pourraient intervenir en cours d'exécution est celle définie par les articles L 2197-1, L. 2197-3 et R. 2197-1 et suivants du CCP.

Au cas où un accord ne pourrait être trouvé entre les parties, le litige devrait être porté devant le tribunal administratif dans le ressort duquel se trouve le lieu prévu pour l'exécution du contrat. Dans l'hypothèse où l'exécution du contrat s'étend au-delà du ressort d'un seul tribunal administratif ou si le lieu de cette exécution n'est pas désigné dans le contrat, le tribunal administratif compétent est celui dans le ressort duquel l'autorité publique compétente pour signer le contrat, soit le tribunal Administratif de Toulouse.

Chapitre 8. Dérogation aux document généraux

L'article 3.3 du CCAG Travaux sur la représentation de l'acheteur ne s'applique pas.

Les articles ci-après désignés du présent document dérogent au CCAG Travaux :

Article du CCAP	CCAG Travaux	Objet
1.1.4.1	3.3	Représentation de l'acheteur
1.1.4.2	3.4.1	Représentation du Titulaire
1.2	4.1	Ordre de priorité des pièces contractuelles
1.3	3.1.2.	Notification et Informations
1.4	3.8.2, 18.1 et 18.2	Ordre de service - délais d'exécution - prolongation

1.6	3.6.1.3	Représentation du sous-traitant
1.7.5	35	Dommages causés par le Titulaire
2.2.1	9.3.2	Décomposition d'un prix
2.2.2	12.3.2, 12.4.2 et 12.4.4	Modalités de règlement des comptes
2.4.2	10.1	Avances
3.1	18.1.1	Délais d'exécution
3.3	19.2, 19.2.1 et 19.2.2	Pénalités pour retard
4.1	24.7	Vérifications
4.4.1	28.1 et 28.5	Période de préparation et registre de chantier
5.2	41.1.2, 41.1.3 et 41.6	Réception
5.3	40	Documents à fournir après exécution
5.4	42.2	Réception partielle
5.5	43.3	Mise à disposition d'ouvrages
5.6	44.2	Prolongation du délai de garantie
Chapitre 7	55.2 et 55.3	Procédure contentieuse